

20 août 2021

(21-6336)

Page: 1/2

Conseil du commerce des marchandises
Comité des sauvegardes

Original: espagnol

**NOTIFICATION IMMÉDIATE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES,
AU TITRE DE L'ARTICLE 12:5 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE LA
SUSPENSION PROJETÉE DE CONCESSIONS ET D'AUTRES OBLIGATIONS
VISÉE À L'ARTICLE 8:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

ÉQUATEUR

La communication ci-après, datée du 10 août 2021 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation de l'Équateur.

En application de l'article 12:5 de l'Accord sur les sauvegardes, et conformément au modèle de présentation des notifications convenu (document G/SG/1 du 1^{er} juillet 1996, modifié le 19 octobre 2009 par le document [G/SG/1/Rev.1-G/SG/N/6/Rev.1-G/SG/89](#)), l'Équateur présente au Conseil du commerce des marchandises une notification immédiate de la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2 de l'Accord.

1. Indiquer quel Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2.

La République de l'Équateur.

2. Indiquer la mesure, le produit visé par la mesure, le document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde, et le Membre imposant la mesure à l'égard duquel le Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2.

Le 16 avril 2021, la Commission interministérielle du commerce international de l'Ukraine a adopté la Décision n° SP-487/2021/4411-03, en vertu de laquelle une mesure de sauvegarde définitive a été appliquée à l'importation en Ukraine de roses fraîches coupées relevant du code 0603 11 00 de l'UKTZED, indépendamment des pays d'origine et d'exportation, pendant une période de trois ans sous la forme d'un droit spécial de 56% la première année.

L'Ukraine a notifié la mesure en question dans le document de l'OMC G/SG/N/10/UKR/10/Suppl.1-G/SG/N/11/UKR/8/Suppl.1.

Conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, l'autorité équatorienne chargée de l'enquête a demandé à deux reprises (les 6 et 16 octobre 2020) la tenue de consultations avec l'autorité ukrainienne chargée de l'enquête; des renseignements ont aussi été demandés sur l'audience publique dans le cadre de l'enquête. Aucune réponse permettant d'engager les consultations visées à l'article 12 n'a été obtenue.

Ces communications se sont ajoutées aux observations initiales sur le processus d'enquête (14 juillet 2020) et aux observations sur le rapport technique initial (8 août 2020).

3. Décrire la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2 et indiquer la date projetée à partir de laquelle elle prendra effet.

L'Équateur notifie au Conseil du commerce des marchandises qu'il a décidé de se réserver le droit de suspendre l'application, à son commerce avec l'Ukraine, de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Des renseignements détaillés sur ladite suspension de concessions seront communiqués au Conseil du commerce des marchandises avant l'application de celle-ci.

La suspension prendra effet le 21 mai 2024 au cas où l'Ukraine déciderait de prolonger la période d'application de la mesure, conformément à l'article 7 de l'Accord, ou après la date d'établissement d'une détermination selon laquelle la mesure de sauvegarde imposée par l'Ukraine est incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes, la date la plus proche étant retenue.
